



HAL
open science

Collectif Rosa Bonheur- La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire

Sebastián Pizarro Erazo

► **To cite this version:**

Sebastián Pizarro Erazo. Collectif Rosa Bonheur- La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire. 2021, 10.14428/emulations.cr.093 . hal-03346362

HAL Id: hal-03346362

<https://hal-cnam.archives-ouvertes.fr/hal-03346362>

Submitted on 16 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial | 4.0 International License

Collectif Rosa Bonheur – *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*

Sebastián Pizarro Erazo

Émulations – Revue de sciences sociales
2021, Comptes rendus critiques, En ligne.

Article disponible à l'adresse suivante

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/pizarro>

Pour citer cet article

Sebastián Pizarro Erazo, « Collectif Rosa Bonheur – La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire », *Émulations*, en ligne. Mise en ligne le 26 avril 2021.
DOI : 10.14428/emulations.cr.093

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain
<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

Collectif Rosa Bonheur – *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*

Sebastián Pizarro Erazo¹

Recensé : Collectif Rosa Bonheur, *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*, Paris, Éditions Amsterdam, 2019, 227 p.

Cet ouvrage se propose d'analyser une réalité sociale issue des chocs économiques qui, à partir des années 1970, ont produit de profondes mutations dans le monde du travail salarié et de la production (délocalisation d'entreprises, développement de « nouvelles formes d'emploi », transformation des méthodes de production) et entérinent ainsi la fin de la période fordiste. Plusieurs recherches se sont déjà intéressées aux conséquences de ces mutations sur les conditions de vie (travail, loisirs, etc.) au niveau du monde ouvrier (Beaud, Pialoux, 2004 [1999] ; Renahy, 2010 [2005]).

Cette enquête, réalisée et publiée en nom collectif « Rosa Bonheur », fut menée par des chercheur·e·s (cinq sociologues et un géographe-urbaniste) pour la plupart membres du Clersé (UMR 8019) : Anne Bory, José-Angel Calderón, Blandine Mortain, Juliette Verdière, Cécile Vignal ainsi que Yoan Miot (LATTS, UMR 8134). L'originalité de ce travail tient à l'analyse des formes d'activités, d'une part, situées aux marges du salariat, et, d'autre part, nécessaires à la subsistance quotidienne, qui sont déployées en milieux populaires. Dans *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*, le Collectif Rosa Bonheur interroge l'articulation entre espace et travail à Roubaix, une ville de la métropole lilloise confrontée au lendemain de la Seconde guerre à la crise industrielle qui bouleverse son paysage économique (licenciements, tertiarisation de l'activité économique, hausse des taux de chômage et de l'inactivité) et démographique (diminution de la population) (p. 21-22). Ainsi, les notions de « travail de subsistance » - initialement élaborée par Maria Mies (2019 [1982]) - et de « centralité populaire » se trouvent au cœur du questionnement de cet ouvrage. De cette façon, les chercheur·e·s s'intéressent à la production de l'espace populaire par ses habitant·e·s de façon à subvenir à leurs besoins quotidiens dans un contexte de précarité économique.

Cette recherche vise à mettre au jour un « système socialement organisé » (p. 10) issu du travail réalisé par les classes populaires à Roubaix. À rebours d'une croyance

¹ Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Économique (France).

répandue qui dépeint les femmes et les hommes populaires y habitant comme « inactifs », cette enquête rend compte ainsi de la façon dont le travail demeure un aspect qui structure leur vie quotidienne. À cet effet, les chercheur·e·s y ont mené une enquête ethnographique d'une durée de cinq ans (2011-2015). En s'installant durablement sur le terrain, au moyen de la location d'un logement sur place, les chercheur·e·s ont conduit leur enquête en trois temps (p. 222). La première phase a consisté en la récolte de données historiques et statistiques sur la ville, la participation à ses diverses manifestations associatives, culturelles et politiques, et la réalisation d'entretiens exploratoires auprès de figures locales. Lors de la deuxième phase, la recherche se concentre sur deux terrains susceptibles de leur permettre d'accéder « aux pratiques quotidiennes et invisibilisées des gens "ordinaires" » (p. 222) : les centres sociaux, d'une part, et le secteur d'activité concernant l'économie de l'automobile, d'autre part. Lors de cette étape, une enquête fut également menée sur les pratiques de réhabilitation des logements. Enfin, la troisième phase du travail de terrain fut consacrée à la réalisation d'entretiens biographiques auprès d'acteurs et de membres des classes populaires rencontrés. Au total, le matériau empirique englobe ainsi 127 comptes rendus d'observation directe, 55 entretiens informels et 25 entretiens biographiques (p. 223).

Dans cet ouvrage, quatre thèmes sont étudiés : le travail des habitant·e·s des quartiers populaires ; la production de la centralité populaire à travers le travail de subsistance déployé à Roubaix ; l'inscription morale et relationnelle du travail de subsistance ; et, enfin, le travail de subsistance et l'espace populaire en tant qu'objets de régulation institutionnelle.

Le premier chapitre propose une analyse du travail réalisé par les roubaisiens de classes populaires. Leurs trajectoires sont marquées par le poids des responsabilités familiales et par la pénibilité du travail. Ces femmes et ces hommes enquêté·e·s, à l'écart de la norme du travail salarié propre à la période fordiste (à temps plein et stable), n'en ont pas moins un quotidien marqué par le travail. En effet, le « travail de subsistance », en tant que « marqueur de la société postfordiste » pour les classes populaires (p. 33), se présente comme la forme d'activité de base des habitant·e·s de ce territoire. Faute de ressources économiques suffisantes pour accéder aux biens et services du marché, dans un contexte de réduction des prestations sociales, le travail de subsistance vise ainsi à combler les « défaillances des systèmes institutionnels de production et distribution des ressources » (p. 41). Adossé à un système de normes et à des arrangements accordant une place importante aux liens de réciprocité (p. 36-37), cette forme de travail s'inscrit dans un « réseau complexe d'activités » (p. 42). Des ressources existantes sur « des espaces économiques inégalement monétisés » (p. 42) y sont ainsi mobilisées de façon à satisfaire les besoins au quotidien : récupération et recyclage des déchets de la ville, consommation des biens alimentaires pourvus par des acteurs marchands aux statuts divers (association, petits commerces, épicerie solidaires, etc.), auto-entreprenariat, travail domestique et de *care* (soins prodigués à autrui, tâches ménagères, démarches administratives), production et entretien des

rapports de proximité pour faire face aux situations de précarité. Face à la raréfaction de l'emploi, la subsistance des personnes concernées dépend de formes économiques variées qui reposent sur le travail non rémunéré, l'activité informelle, mais aussi sur les réseaux de proximité mobilisant des ressources et des activités diverses.

Le deuxième chapitre aborde ensuite la production de l'espace qui est indispensable à la réalisation du travail de subsistance : la centralité populaire. Ainsi, ce chapitre témoigne de la façon dont la reproduction quotidienne des membres des classes populaires met en question la dichotomie espace public/espace privé. En s'appuyant sur le cadre théorique d'Henri Lefebvre (1974), les chercheur·e·s s'interrogent sur la façon dont l'espace urbain roubaisien est « perçu, conçu et vécu » (p. 76) par les membres des classes populaires. Face à l'impossibilité d'accéder au marché du travail et du logement, l'analyse s'intéresse aux formes d'appropriation de l'espace populaire visant à remplir « trois fonctions économiques » (p. 75) : la réalisation du travail et la production de revenus permettant de subvenir aux besoins, l'accès au logement, ainsi qu'aux ressources relationnelles et matérielles présentes dans l'espace local. Ainsi, les enquêté·e·s vont acheter des logements à des prix abordables qui, ultérieurement, font l'objet d'un long travail de réhabilitation. De même, avec l'effondrement du monde industriel, plusieurs espaces seront libérés et plus tard achetés ou loués par les habitants de la ville avec pour finalité la mise en œuvre de leurs activités économiques. Ce phénomène va ainsi permettre le développement des « lieux de travail des économies populaires » (p. 87). Désignée comme « espace et ressource » (p. 112), la centralité populaire s'érige donc comme un territoire construit par le travail des classes populaires et visant à la satisfaction de leurs besoins : se loger durablement, certes, mais assurer aussi un cadre socio-spatial favorable à la réalisation du travail de subsistance.

Le troisième chapitre montre la façon dont le travail de subsistance produit des « formes spécifiques de lien social » (p. 119). Contrairement à la période fordiste où le travail ouvrier dotait le salarié d'une identité à la fois individuelle et collective, affranchie par là de l'origine sociale et des traditions, dans la société postfordiste, le travail de subsistance construit l'identité du travailleur par sa réinscription dans sa communauté d'appartenance (p. 119). En poursuivant la satisfaction des besoins de base, l'activité des travailleur·euse·s en question se trouve désormais orientée par des logiques de réciprocité qui prennent sens dans la sphère familiale, mais aussi plus largement à l'échelle du quartier. Elles vont s'activer particulièrement dans un cadre de précarisation de l'accès aux ressources matérielles (revenus tirés de l'emploi, biens et services) et d'un quotidien traversé par l'expérience des discriminations et de l'injustice de la part des institutions. Ainsi, le travail de subsistance déployé par les membres des classes populaires vise à restaurer une dignité révolue où les représentations du « bien faire son travail », tant sur le plan moral que technique, sont centrales. En témoigne leur rôle dans l'organisation de la division sociale et spatiale du travail de subsistance (entre les hommes et les femmes, entre l'espace public et l'espace privé), mais aussi sur la définition de la portée des obligations morales. Les

chercheur·e·s rejoignent ainsi les résultats de l'enquête menée par Benoît Coquard (2019) qui dévoile les logiques relationnelles qui se font jour dans les « campagnes en déclin » : profondément affinitaires, les liens sociaux qui y sont noués reposent sur l'aide réciproque (aider à l'aménagement d'une maison, garde d'enfants) et constituent un vecteur de reconnaissance dans l'espace local.

Enfin, le quatrième chapitre de l'ouvrage traite du travail de subsistance et de l'espace populaire comme objets de contrôle et de répression institutionnels. Les chercheur·e·s montrent que, si la centralité populaire découle de l'appropriation du territoire par et pour le travail de subsistance des classes populaires, ces deux dimensions de leur quotidien n'en demeurent pas moins encadrées et réprimées par les institutions présentes sur le territoire. D'une part, associations et centres sociaux misent sur le travail gratuit des femmes, par exemple, pour mener leurs activités. Ils s'appuient ainsi sur celles qui bénéficient d'aides sociales de la part de ces institutions (aides alimentaires, RSA). D'autre part, la politique urbaine locale encadre le travail de réhabilitation des logements réalisé par les membres des classes populaires par le biais de dispositifs « "d'accompagnement" à ou "d'encadrement" de l'autoréhabilitation » (p. 175). Il s'agit ainsi d'orienter le travail des classes populaires sur leurs logements vers les « normes esthétiques et architecturales attendues par la municipalité » (p. 174). Ainsi, et malgré quelques résistances, l'espace populaire devient l'endroit où s'opposent production de la centralité populaire et appropriation du territoire par les classes moyennes (p. 190). En témoigne la réduction du budget municipal destiné au soutien de l'infrastructure pour les classes populaires (centres sociaux, associations intervenant sur le champ des politiques de la ville, écoles), au développement et à la réhabilitation d'équipements culturels au profit des milieux sociaux plus aisés (théâtre, cinéma, conservatoire, etc.) qui s'installent désormais à Roubaix (p. 187-188).

Le Collectif Rosa Bonheur met finalement en lumière un travail dont les activités, les espaces et les normes n'auraient pu être « visibilisés » autrement que par l'enquête ethnographique qu'il et elles ont menée. Par ce biais, les chercheur·e·s ont identifié des activités qui, loin d'être anodines, se révèlent fondamentales pour la survie au quotidien et s'inscrivent dans des circuits sociaux complexes. Les recherches d'Oscar Lewis, dont *Les enfants de Sanchez* (2010 [1961]) qui repose sur une démarche ethnographique (Parent, Sabourin, 2016), mais aussi d'Alain Cottureau et Mokhtar Mohatar Marzok (2012), constituent des exemples d'enquêtes où le travail domestique et, plus largement, le travail de subsistance se laissent appréhender comme le socle de base de la reproduction quotidienne des ménages populaires dans des contextes de précarité économique.

Cette investigation prolonge des travaux sociologiques qui, depuis quelques années, s'intéressent au travail dans le monde populaire, rural ou urbain, dans le contexte sociétal postfordiste français (Renahy, 2010 [2005]; Cartier, Letrait, Sorin, 2018; Deshayes, 2018; Coquard, 2019). Par ce biais, l'enquête parvient à saisir les transformations en cours dans la société française, que l'on peut enregistrer notamment dans les territoires désindustrialisés. Touchées de plein fouet par le déclin

de l'industrie, les classes populaires y sont contraintes de mobiliser des ressources et des capacités diverses pour « s'en sortir » (Faure, Thin, 2019). De cette façon, les territoires concernés par ce phénomène se révèlent comme étant des espaces où l'on assiste à des reconfigurations sur la forme et la portée de ce que l'on entend par « travail ». Adossé à des logiques sociales et économiques spécifiques, le « régime du travail de subsistance » (p.33), qui se développe depuis quelques décennies, reste pourtant minoritaire au regard des référentiels fordistes. De ce fait, les activités effectuées par les membres des classes populaires font l'objet d'un « déni de reconnaissance » (Fraser, 2011) qui bloque toute ouverture de droits sociaux sous peine d'encourager la reproduction des inégalités entre les groupes sociaux. Or, eu égard à la fonction sociale qu'elles accomplissent, la réalisation de ces activités s'avère indispensable. Des recherches futures devraient donc interroger le lien entre le développement de ce nouveau régime d'activité et la reconnaissance des « activités socialement utiles » (Nicole-Drancourt, 2015) tout en visant à la formulation de nouvelles pistes pour alimenter la démarche de réduction des inégalités sociales.

Bibliographie

- BEAUD S., PIALOUX M. (2004 [1999]), *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard (« Fait et cause »).
- CARTIER M., LETRAIT M., SORIN M. (2018), « Travail domestique : des classes populaires conservatrices ? », *Travail, genre et sociétés*, vol. 39, n° 1, p. 63-81.
- COQUARD B. (2019), *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La Découverte (« L'envers des faits »).
- COTTEREAU A., MOHATAR MARZOK M. (2012), *Une famille andalouse. Ethnocomptabilité d'une économie invisible*, Paris, Bouchene.
- DESHAYES F. (2018), « Séparations dans les familles monoparentales précaires. Prise en charge des enfants et soutien familial », *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 127, p. 9-21.
- FAURE S., THIN D. (2019), *S'en sortir malgré tout. Parcours en classes populaires*, Paris, La Dispute.
- FRASER N. (2011), *Qu'est-ce que la justice sociale ?*, Paris, La Découverte (« Poche »).
- LEFEBVRE H. (1974), « La production de l'espace », *L'Homme et la Société*, n° 31-32.
- LEWIS O. (2010 [1961]), *Les enfants de Sanchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*, Paris, Gallimard.
- MIES M. (2019 [1982]), *Patriarcado y acumulación a escala mundial*, Madrid, Traficantes de sueños (« Mapas »).
- NICOLE-DRANCOURT C. (2015), « Pour une reconnaissance du care dans des sociétés de pleine activité », *Revue des sciences sociales*, n° 52, p. 110-117.
- PARENT F., SABOURIN P. (2016), « Ethnographie et théorie de la description – La construction des données sociologiques », *Cahiers de la recherche sociologique*, n° 61, p. 109-126.

RENAHY N. (2010 [2005]), *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte (« Poche »).